



La crise en Catalogne, une fracture décisive

Benoît Pellistrandi

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/1 Printemps**, PAGES 103 À 115

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678131

DOI 10.3917/pe.181.0103

Date de mise en ligne : 06/03/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-1-page-103?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-1-page-103?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La crise en Catalogne, une fracture décisive

Par **Benoît Pellistrandi**

Benoît Pellistrandi, agrégé des universités et docteur en histoire, est professeur de chaire supérieure au lycée Condorcet et à l'Institut catholique de Paris. Il est correspondant de la Real Academia de la Historia.

Le 1^{er} octobre 2017, un référendum d'indépendance – déclaré illégal par le Tribunal constitutionnel espagnol – s'est tenu en Catalogne. 90 % des votants ont choisi l'indépendance. Après la proclamation de la « République de Catalogne », le chef du gouvernement espagnol a dissous le Parlement régional et convoqué des élections anticipées. Si les indépendantistes ont remporté ce scrutin, aucun camp ne sort vainqueur de la crise catalane. L'Espagne a désormais besoin d'une thérapie profonde.

politique étrangère

Les événements se sont succédé à un rythme frénétique au cours de l'automne 2017 et de l'hiver 2018 en Catalogne et en Espagne : vote des lois référendaires les 6 et 7 septembre 2017 au Parlement de Catalogne, référendum illégal du 1^{er} octobre, grèves générales, proclamation de la « République indépendante de Catalogne », mise en œuvre de l'article 155 de la Constitution de 1978, élections du 21 décembre, débat d'investiture au Parlement de Catalogne, rempli d'incertitudes quant au débat d'investiture au Parlement de Catalogne. L'opinion européenne a découvert l'ampleur de la crise catalane, et assisté, médusée, à une tentative de sécession qui a mis à l'épreuve les institutions espagnoles.

Si, dans un premier temps, une évidente sympathie – notamment dans les médias anglo-saxons – s'est manifestée pour les indépendantistes catalans, les Européens, à commencer par les gouvernements, ont progressivement pris conscience des risques que la dérive indépendantiste du nationalisme catalan faisait peser sur l'Espagne et sur l'Europe. Un lien logique a été établi avec des situations comparables : l'Écosse, la Lombardie et la Vénétie, la Flandre, la Corse. L'Europe des États-nations allait-elle commencer à se dissoudre dans une Europe des régions ? Ou bien l'Espagne allait-elle connaître une balkanisation, et se scinder entre plusieurs États successeurs ?

Bien que la crise demeure intense, ces scénarii catastrophes d'une explosion de violences ou d'une guerre civile – le terme est inévitablement attaché aux lieux communs sur l'Espagne – sont pour le moment écartés. Il en va de même pour la réalité d'une sécession, et d'une indépendance réelle et reconnue par la communauté internationale. La force de l'État espagnol, dans ses institutions démocratiques et représentatives, s'est imposée. L'ordre constitutionnel a prévalu. Pour autant, la question catalane est loin d'être résolue, et ses ondes de choc vont affecter les équilibres politiques et partisans espagnols et forceront, à terme, à une réforme constitutionnelle. La crise a été trop violente pour ne pas avoir affecté les équilibres démocratiques établis en Espagne au moment de la transition démocratique (1976-1978), et la culture politique issue de 40 ans de vie démocratique. Peut-on estimer que la question catalane représente un tournant décisif dans l'histoire contemporaine de l'Espagne, ou faut-il l'interpréter comme un nouveau soubresaut d'une histoire longue et compliquée ?

Sans entrer dans une approche essentialiste qui distinguerait une identité catalane difficilement compatible avec une identité castillane – et qui relève d'un historicisme romantique inspirant le nationalisme catalan –, nous tenterons de lire cette crise à la lumière des pratiques et des cultures politiques dont vit la démocratie espagnole. Pour cela, il faut d'abord expliquer pourquoi la crise catalane a atteint son apogée et de quelles logiques politiques elle procède. On examinera ensuite ce qui s'est effectivement joué entre septembre 2017 et janvier 2018, avant d'esquisser quelques hypothèses quant à une sortie de crise.

L'indépendantisme, suite logique du nationalisme ?

En 1640, une première révolte des Catalans avait ébranlé la monarchie de Philippe IV¹. Appelant au secours le roi de France Louis XIII, qu'ils avaient fait comte de Barcelone, les Catalans avaient subi la dure loi de la défaite en 1652, au moment de la reconquête de la région par les troupes castillanes. Lors de la guerre de Succession d'Espagne (1700-1714), une partie des habitants de Catalogne choisirent de soutenir l'archiduc Charles d'Autriche face à Philippe V. Dans un curieux chassé-croisé, les Catalans – qui avaient misé sur les Bourbons contre les Habsbourg 60 ans plus tôt – faisaient le choix inverse, pensant que le maintien du mode de gouvernement des Habsbourg était préférable à l'instinct centralisateur du petit-fils de Louis XIV. La chute de Barcelone, le 11 septembre 1714, fut une nouvelle défaite.

1. J. Elliott, *La rebelion de los catalanes. Un estudio de la decadencia de Espana (1598-1640)*, Madrid, Siglo XXI, 2013.

Du premier épisode, le nationalisme catalan a tiré son hymne, *Els Segadors* («Les Faucheurs»), composé dans les années 1890 par le musicien Francisco Alió et le poète Emili Guanyavents². La musique entraînante de cet hymne a accompagné la crise politique catalane de ces derniers mois. Du second épisode, les nationalistes catalans ont fait une «date nationale». La première commémoration a lieu en 1886 : depuis, elle n'a cessé de devenir un marqueur d'identité. La loi régionale du 12 juin 1980 l'instaure comme *Diada de Catalunya*. Dans l'exposé de ses motifs, il est précisé que la restauration des libertés catalanes passe aussi par celle des symboles affectifs et historiques. Même si la date renvoie «au souvenir douloureux de la perte des libertés», elle signifie aussi «une attitude de revendication et de résistance active face à l'oppression».

L'inscription dans la Constitution espagnole du principe de «l'autonomie des nationalités et régions» qui composent l'Espagne (article 2) procède d'une reconnaissance implicite de la légitimité de la Generalitat de Catalogne, institution que le Statut d'autonomie de 1932 avait créée dans le cadre de la Constitution républicaine de 1931. En effet, cette institution que le franquisme avait balayée, survivait en exil. Son président Josep Tarradellas fut, en 1977, l'interlocuteur du président espagnol Adolfo Suárez. Son retour à Barcelone le 23 octobre 1977, où il fut reçu par une foule estimée à près d'un million de personnes, signifiait la disposition sincère de Madrid à abandonner le centralisme de la dictature. Parmi les sept rédacteurs de la Constitution, deux députés catalans allaient être attentifs à traduire dans le texte la réalité du nouvel État espagnol³. Le consensus fut quasiment réalisé, comme le montrent les résultats du référendum du 6 décembre 1978. En Catalogne, le oui à la ratification de la Constitution obtient 91 %⁴.

La négociation des Statuts d'autonomie du Pays basque, de la Catalogne et de la Galice permettait la mise en place, dès 1980, d'institutions régionales propres. Le premier scrutin régional en Catalogne eut lieu le 20 mars 1980. Six partis obtinrent une représentation parlementaire. Jordi Pujol, candidat de Convergència i Unió (CiU), fut élu à la présidence grâce aux voix des nationalistes et des centristes. Il ouvrait ainsi une domination de près d'un quart de siècle. La Catalogne «restaurée» de la nouvelle Espagne démocratique allait être configurée par

2. L'hymne commence par : «La Catalogne triomphante/redeviendra riche et prospère/Renvoie ces gens/Si vaniteux et méprisants...»

3. Ces deux députés étaient Miquel Roca Junyent et Jordi Solé Tura.

4. Au Pays basque, le oui l'emporte avec seulement 70 % et surtout 55 % d'abstention. En Catalogne, l'abstention n'est que de 32 % (33 % au niveau national). Le oui obtient 88 % au niveau national.

ce leader et sa formation politique au point de faire de CiU « moins un parti nationaliste que le parti national de la Catalogne⁵ ».

Utilisant avec intelligence les institutions catalanes pour développer « l'autogouvernement » de la région, Jordi Pujol a construit un « pays catalan⁶ ». Grâce au transfert progressif de compétences dévolues à la Generalitat – notamment l'éducation et la santé –, le gouvernement régional a bénéficié d'une autonomie et de ressources croissantes. Une loi de normalisation linguistique a permis en 1983 de créer des médias audiovisuels locaux (Corporacio catalana de Radio i Televisio). Radio 3 s'imposa rapidement face à Radio 4 du groupe RTVE (Radio Télévision espagnole). On sait l'importance que le nationalisme catalan attache à la langue, et si celle-ci existait bel et bien dans les familles et le privé, il convenait de la projeter comme nouvel élément de l'identité collective et publique⁷.

En 1993, le soutien des députés de CiU à Felipe Gonzalez (Parti socialiste ouvrier espagnol – PSOE) s'avéra indispensable pour lui permettre de former un gouvernement à Madrid. Le prix de l'alliance fut un premier transfert de 15 % de l'impôt sur le revenu, désormais à disposition directe de la Generalitat. Quatre ans plus tard, en 1996, les députés nationalistes complétaient la majorité de José Maria Aznar (Parti populaire). Dans la négociation, la part de l'impôt sur le revenu restant en Catalogne passa à 30 %. En 1998, le gouvernement de Jordi Pujol fit voter une seconde « loi de normalisation linguistique », qui supposait une atteinte au bilinguisme imposé par la Constitution de 1978⁸. Une de ses dispositions obligeait en effet les commerçants à ne plus afficher d'annonces en espagnol. Bien qu'anticonstitutionnelle, cette loi ne fit l'objet d'aucun recours devant le Tribunal constitutionnel. Le Parti populaire (PP), à Madrid, ne pouvait aller à l'encontre de la volonté de son partenaire parlementaire, tandis que les socialistes, dont la composante catalane entendait assumer le catalanisme politique, n'envisageaient pas de heurter de front la vive sensibilité des Catalans sur ce point.

5. J. Claret et M. Santirso, *La construcció del catalanisme. Historia de un afán político*, Madrid, Catarata, 2014, p. 212.

6. L'expression « autogouvernement » traduit le terme espagnol d'*autogobierno*.

7. Selon « l'enquête sur les usages linguistiques de la population » réalisée en 2013 par la Generalitat, 94,3 % des habitants comprennent le catalan, 80,4 % le parlent, 82,4 % le lisent et 60,4 % l'écrivent. Mais pour 50,7 % des habitants, le castillan est la langue d'usage ; pour 36,3 % c'est le catalan ; et 6,8 % parlent indistinctement les deux langues. Voir les résultats sur le site statistique du gouvernement catalan, disponibles sur : <www.idescat.cat>.

8. L'espagnol et le catalan sont langues co-officielles.

De même, autour de 1998, en liaison avec les évolutions politiques au Pays basque, et du fait du premier achèvement de l'État des Autonomies (17 communautés autonomes), le thème national resurgit avec force dans le débat politique. La décentralisation poussée à l'extrême était alors perçue par les nationalismes basque et catalan comme une dilution de l'identité de leur région. Jordi Pujol avait eu une expression, devenue virale, pour dénoncer cette dynamique : il avait parlé de « *café para todos* ». Autrement dit, l'État, pour noyer la différence catalane, avait donné à toutes les régions les mêmes possibilités d'autogouvernement. L'historien Javier Tusell percevait alors le développement d'une « angoisse nationale » : l'Espagne avait-elle une claire définition d'elle-même, et comment s'articulaient l'État et les communautés autonomes⁹ ? Participaient-ils d'un projet politique complémentaire, ou étaient-ils concurrents ?

La Catalogne est un bon laboratoire pour observer la manière dont une situation de collaboration a évolué vers une dynamique de concurrence, laquelle explique la montée aux extrêmes de ces derniers mois. Plus la Generalitat s'est consolidée comme organe de gouvernement, plus les municipalités ont retrouvé une autonomie de gestion, plus la politique a dégénéré en clientélisme. Trois niveaux de compétition peuvent être identifiés : le pouvoir municipal, le pouvoir régional et le pouvoir national.

Les nationalistes catalans n'ont jamais cherché à conquérir le pouvoir à Madrid. L'opération Roca (1986) de reconstruction d'un centre-droit dominé par le centre-droit catalan fut un échec retentissant¹⁰. Ni en 1993, ni en 1996, Convergencia i Unió ne voulut entrer au gouvernement. En 2004 et en 2008, alors que le PSOE de José Luis Rodríguez Zapatero ne disposait que d'une majorité relative, aucun nationaliste catalan n'entra au gouvernement. En revanche, au niveau municipal, la lutte fut intense entre trois acteurs : le Parti socialiste de Catalogne¹¹, Convergence et Union et la Gauche républicaine catalane (Esquerra Republicana de Catalunya – ERC). Les socialistes dominaient dans les grandes villes, à commencer par Barcelone et sa ceinture rouge, tandis que les nationalistes de droite (CiU) et de gauche (ERC) se disputaient les villes moyennes et les campagnes catalanes. Cette géographie électorale demeure structurante.

Les nationalistes catalans n'ont jamais cherché à conquérir le pouvoir à Madrid

9. J. Tusell, *Espana, una angustia nacional*, Madrid, Espasa Calpe, 1999.

10. M. Roca, « père de la Constitution », membre de CiU, fut candidat à la présidence du gouvernement à la tête d'une coalition de petits partis de centre-droit. Les seuls élus de ces listes furent obtenus en Catalogne et ils étaient tous affiliés à CiU.

11. Le PSOE a une structure fédérale : le PSC est donc un parti propre associé au PSOE.

Quant au niveau régional, la longue suite de victoires électorales de Jordi Pujol (1980, 1984, 1988, 1989, 1992, 1995, 1999) finit par décourager les socialistes de lui disputer son hégémonie.

Les électeurs catalans ont adopté un comportement singulier. Aux élections nationales, ils ont donné la majorité au PSC-PSOE, et aux régionales, le nationalisme a gagné. Une moyenne de dix points d'écart de participation explique ce chiasme électoral¹². Les politologues ont montré que ce comportement obéissait à des motivations précises : l'électorat d'origine « immigrée », c'est-à-dire non catalane, a pris l'habitude de considérer les élections régionales comme une affaire « strictement catalane ». Insensiblement, deux Catalognes se sont mises en place : l'une nationaliste, l'autre plus ou moins socialiste. Ces deux Catalognes ont trouvé un *modus vivendi* : aux premiers la direction des affaires catalanes, aux seconds celles de l'État.

L'arrivée au pouvoir de la droite de José Maria Aznar en 1996 n'a pas modifié la donne. Au contraire, le soutien parlementaire catalan a permis une coopération étroite entre Madrid et Barcelone. La majorité absolue du PP, obtenue en 2000, a inquiété Jordi Pujol. En 2003, son dauphin Artur Mas a dû s'incliner face à une coalition de gauche regroupée autour de Pasqual Maragall (PSC), ancien maire de Barcelone. Un gouvernement tripartite – PSC, ERC et Iniciativa per Catalunya Verds – a enfin permis de mettre un terme à la domination de CiU. Le succès inattendu des socialistes aux élections générales de 2004 a complètement redessiné le panorama politique. Avec un ami et partenaire à Madrid¹³, le catalanisme socialiste disposait pour la première fois depuis le retour de la démocratie de la possibilité d'imprimer sa marque dans le gouvernement de la Catalogne. Ce qui aboutit à la proposition de réforme du Statut d'autonomie, texte qui précise les dispositions de la Constitution, une sorte de sous-Constitution développant le fonctionnement politique et juridique de la région catalane¹⁴.

Ces rappels historiques sont indispensables pour bien mettre en lumière les relations entre les systèmes politiques catalan et espagnol. La crise actuelle ne peut se lire comme un affrontement entre deux camps ou deux réalités nationales distinctes, mais bien comme une agglomération de crises accumulées, et de stratégies interdépendantes les unes des autres.

12. La participation moyenne aux élections générales est de 72 %, et de 62 % pour les régionales entre 1977 et 2010.

13. Qui plus est, José Luis Rodríguez Zapatero avait été élu secrétaire général du PSOE avec le soutien du PSC !

14. J'emploie le terme de « sous-Constitution » pour respecter la hiérarchie des normes.

Le nœud catalan ne relève pas d'une essence métaphysique : il est le produit de 30 ans de politiques tout à la fois complémentaires et concurrentes, qui se sont greffées sur l'histoire séculaire des nationalismes catalan et espagnol.

La Catalogne contre l'Espagne

La double alternance en Catalogne en 2003 et en Espagne en 2004 inaugure à n'en pas douter un nouveau chapitre. La réforme du Statut d'autonomie permet à la gauche nationaliste d'imprimer sa marque à la tête de la Generalitat. Mais le parcours de ce statut finit par se retourner contre les institutions espagnoles. Adopté par le Parlement de Catalogne, puis par les Cortés espagnoles – non sans avoir subi des modifications substantielles¹⁵ –, ce statut est approuvé par référendum en Catalogne le 18 juin 2006 par 75 % des voix, mais avec une participation de seulement 49,7 %. CiU avait appelé à l'abstention, et ERC qui avait contribué à sa rédaction demandait un vote négatif, estimant que les réécritures de la moitié des articles le justifiaient... Le PP choisit de se saisir de ce thème pour muscler son opposition à l'exécutif de Zapatero, déposant un recours devant le Tribunal constitutionnel. Celui-ci devait rendre son avis quatre ans après l'application du statut¹⁶. Cette sentence provoquait une véritable levée de boucliers chez les nationalistes catalans. Tous les discours actuels expliquant la dérive indépendantiste attribuent à cette décision du Tribunal constitutionnel le rôle de déclencheur.

En effet, le 28 juin 2010, le Tribunal invalide notamment le préambule du Statut qui évoque une « nation catalane ». Le 10 juillet, puis le 11 septembre, des mobilisations massives laissent apparaître une fracture entre la Catalogne et l'Espagne. Qui plus est, le Tribunal qui avait rendu cette sentence se trouve affaibli par la manipulation politicienne dont il est l'objet. La nomination des juges constitutionnels passe par un vote parlementaire et une majorité qualifiée des 3/5^e qui oblige à un accord entre les deux grands partis, le PP et le PSOE. Mais entre 2004 et 2010 leurs relations sont exécrables, et plusieurs élections de juges sont retardées. Affaibli dans son statut d'institution nécessaire, indispensable et neutre au bon fonctionnement de l'État, le Tribunal constitutionnel se trouve désormais rejeté par toute une partie de la Catalogne. Plus grave encore, ce sont toutes les institutions espagnoles qui se trouvent instrumentalisées par les nationalistes.

15. Alfonso Guerra, ancien vice-président du gouvernement Gonzalez entre 1982 et 1991, alors président de la Commission des Lois des Cortés se vantera d'avoir « brossé » le statut catalan. Une formule qui hérissera les partenaires républicains (ERC) du PSC.

16. Le gouvernement Zapatero autorisa la promulgation du Statut sans attendre la sentence du Tribunal constitutionnel.

Dès lors, le discours simplificateur du «eux et nous» devient le fond rhétorique de toutes les déclarations nationalistes et indépendantistes ; les nationalistes expliquant qu'ils ont été contraints à devenir indépendantistes à cause de l'État espagnol.

En novembre 2010, les élections régionales redonnent la majorité relative à CiU et Artur Mas devient président. Dans un premier temps, acculé par la crise économique qui ravage l'Espagne (le PIB a reculé de 6 % entre 2008 et 2010, le chômage touchant deux millions de personnes supplémentaires), le gouvernement Mas applique une politique libérale de réduction des dépenses sociales. En novembre 2011, le PP obtient une éclatante majorité absolue (186 sièges) aux Cortés. La déroute des socialistes (125 sièges, le plus faible score depuis 1977) s'explique intégralement par l'ampleur de la crise économique. Fin 2011 et début 2012, la question qui obsède les Espagnols et l'Europe est celle d'une possible faillite de l'Espagne. Une intervention du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE) sera-t-elle, comme en Grèce, nécessaire ? Ces données doivent être rappelées pour se remettre dans le climat extrêmement tendu du moment.

Cette crise économique provoque des recompositions politiques et sociales majeures, qui se traduisent par l'apparition du parti d'extrême gauche Podemos, l'affaiblissement continu du PSOE, et le discrédit des institutions. Ainsi en avril 2012, le scandale du safari du roi Juan Carlos au Botswana atteint si durablement et si profondément son image qu'elle l'oblige à l'abdication en juin 2014. La fragilisation de la monarchie achève de discréditer le récit canonique de la transition démocratique et du modèle espagnol. La corruption des partis politiques en Espagne et en Catalogne occupe la une des quotidiens. CiU est accusée de financement illégal. Pire encore : Jordi Pujol est soupçonné d'avoir détourné à des fins d'enrichissement familial des sommes astronomiques. Un sentiment de fin de cycle envahit la sphère sociale. Le chroniqueur politique de *La Vanguardia* Enric Juliana évoque les échos du désastre de 1898. Que revienne dans les esprits le souvenir du point de départ de la crise qui ouvre le xx^e siècle espagnol en dit long sur le découragement collectif. Tout, en 2012, est donc explosif.

Artur Mas perçoit cette fragilité collective, et mesure aussi la disparition des marges de manœuvres de son gouvernement. Les marchés financiers ne prêtent plus à la Catalogne qui est obligée d'accepter que Madrid soit le prêteur en dernier ressort. La cure d'austérité à laquelle le gouvernement de Mariano Rajoy soumet le pays soulève des oppositions croissantes, et ne produira ses résultats que progressivement. Artur Mas

choisit alors d'utiliser l'émotion nationaliste pour tenter de négocier avec Madrid un nouveau mode de financement de la Catalogne. Il se heurte à un refus : Mariano Rajoy veut une réforme globale, affectant l'ensemble des Autonomies. Certaines voix évoquent même une redéfinition de la carte de ces autonomies, pour procéder à des regroupements et réduire le coût d'une administration territoriale trop étendue.

C'est alors qu'Artur Mas fait le pari d'embrasser l'option souverainiste et indépendantiste. Ayant dissous son Parlement, il se retrouve en position délicate fin 2012. CiU a perdu 12 sièges (50 au lieu de 62). Mas passe alliance avec le grand rival de toujours, ERC. Un front nationaliste se forme par-delà le clivage traditionnel droite-gauche, et surtout par-delà les rivalités des clientèles électorales et politico-administratives. La naissance de ce front nationaliste permet l'adoption d'un récit et de pratiques de mobilisation des masses du nationalisme catalan.

Un front nationaliste se forme par-delà le clivage traditionnel droite-gauche

Une autre réalité puissante doit être mise au jour : aucun parti nationaliste ne peut se présenter devant ses électeurs sans offrir de nouvelles perspectives. CiU et ERC sont prisonniers de cette mécanique du nationalisme. L'indépendance devient alors un mantra dont les effets mobilisateurs peuvent être décisifs. Toute la période 2012-2017 doit se lire à cette lumière. La concurrence historique entre le nationalisme de centre-droit et le nationalisme républicain se fond dans un projet plus important : la revendication indépendantiste. Un biais entre pernicieusement dans la vie politique catalane. L'affichage de l'unité devient indispensable pour crédibiliser le processus, et celui-ci s'impose comme un combat décisif qui justifie l'abandon des divergences politiques.

Le 9 novembre 2014, une « consultation populaire » a lieu¹⁷. Bien qu'interdite par le Tribunal constitutionnel, elle a été préparée par des lois votées par le Parlement de Catalogne. Une double question est posée : « Voulez-vous que la Catalogne soit un État ? Si oui, souhaitez-vous que cet État soit indépendant ? » La Generalitat publie un résultat : 2,3 millions d'électeurs se sont déplacés et à 80,7 % ils ont répondu oui aux deux questions¹⁸.

17. Le choix de la date du 9 novembre coïncide avec l'anniversaire de la chute du mur de Berlin. Artur Mas et son gouvernement entendaient ainsi attirer l'attention des Européens sur la situation de la Catalogne. Inutile de préciser que le parallèle entre la présence soviétique en Europe de l'Est et celle de l'Espagne en Catalogne n'a pas été compris en Europe !

18. Soit une participation de 37 % sur l'ensemble du corps électoral de Catalogne.

Puis en septembre 2015, Artur Mas provoque de nouvelles élections régionales dans l'espoir de renforcer sa position face à Madrid, où l'intransigeance de Mariano Rajoy à refuser les demandes des nationalistes alimente leur mobilisation. Artur Mas réussit même à composer une liste commune : Junts pel Si. Elle ne recueille que 62 sièges là où CiU et ERC en avaient 73 dans le parlement sortant. Il manque 6 sièges pour avoir la majorité absolue. Entre alors dans le jeu la Candidature d'unité populaire (CUP), un parti d'extrême gauche farouchement indépendantiste et républicain. C'est l'intransigeance de la CUP qui oblige Artur Mas à renoncer à la présidence de la Generalitat. Carles Puigdemont est alors mis en avant et investi président en janvier 2016.

L'année 2016 est relativement calme. La répétition du scrutin général – Cortés et Sénat – en juin 2016 a été rendue nécessaire par l'incapacité de la Chambre élue en décembre 2015 à investir dans les délais un président de gouvernement. La scène politique nationale venait d'être bouleversée : le traditionnel bipartisme PP (123) et PSOE (90) reculait sensiblement face à Podemos (71) et Ciudadanos (42¹⁹). Dans ces conditions, le gouvernement de Puigdemont n'avait pas d'« adversaire espagnol » face à lui.

Une fois réinstallé le cadre classique, la logique de l'affrontement s'est remise en marche. Elle a même pu survivre à l'épreuve des attentats de Barcelone et Cambrils du 17 août 2017. L'unité nationale a duré à peine quelques jours. Tout à leur obsession du « procès²⁰ », Carles Puigdemont et ses affidés continuent de déployer leur agenda politique. Plusieurs lois de « transition juridique » dessinent le cadre d'un tuilage entre la législation espagnole et la législation catalane à naître. Les 6 et 7 septembre, une loi référendaire est votée par le Parlement de Catalogne en procédure d'urgence, ce que dénonce l'opposition. Malgré la suspension de cette loi par le Tribunal constitutionnel – la Catalogne a affirmé ne plus reconnaître son autorité –, et en dépit des efforts du gouvernement pour empêcher la tenue du scrutin, celui-ci a lieu le 1^{er} octobre. La Generalitat valide les résultats : 42 % de participation et 90 % de oui. L'opinion publique internationale s'est émue des violences policières ; moins entendues ont été les critiques sur l'absence complète de garantie du scrutin²¹. Puis, tout s'est enchaîné dans une ambiance survoltée jusqu'aux deux journées paroxystiques des 26 et 27 octobre. La « République de Catalogne » a été

19. Dans le Parlement de 2011, le PP disposait de 186 sièges et le PSOE de 110... soit 84,5 % des sièges au lieu de 60 % dans celui de 2015.

20. C'est le nom donné à l'opération politique par les indépendantistes eux-mêmes.

21. Il n'y avait ni registre électoral, ni bureaux de vote précis, ni isolements, ni enveloppes...

proclamée, ce qui n'a produit aucun effet. Le soir même, l'article 155 de la Constitution permettait à Mariano Rajoy de dissoudre le Parlement catalan et de convoquer des élections anticipées.

Quelle sortie de crise ?

Le 21 décembre 2017, les électeurs catalans ont voté massivement. 82 % de participation : un record. «L'inflammation catalane» a provoqué une mobilisation sociale et politique croissante. En 2012, la participation aux élections régionales était de 67,7 %, soit six points de plus que la moyenne des neuf élections antérieures. En 2015, elle passe à 75 %. La transformation de la *Diada de Catalunya* en journée de mobilisation massive a été réussie : à partir de 2011, les autorités catalanes revendiquent plus d'un million de participants. Le 11 septembre 2013, une *Via catalana*, immense chaîne humaine de 400 kilomètres, prétend envoyer au monde une image de protestation unanime. Puis, spectaculairement, le 8 octobre 2017, à l'initiative de Societat Civil Catalana, une manifestation d'anti-indépendantistes réunit plus de 800 000 personnes à Barcelone. Trois semaines plus tard, la même mobilisation se répète. La rue n'appartient plus aux seuls indépendantistes.

Les résultats du 21 décembre 2017 traduisent cette polarisation extrême de la société catalane. Pour la première fois depuis 1980, un parti non nationaliste arrive en tête (25,5 %). Il s'agit de Ciudadanos, parti centriste né en Catalogne, dont l'ADN est anti-nationaliste et qui est entré au Parlement pour la première fois en 2006²². Les deux courants de l'indépendantisme ont repris leur liberté : la liste emmenée par Carles Puigdemont (Junts per Catalunya) obtient 21,7 %, tandis que celle d'Oriol Junqueras (ERC) est à 21,4 %. Le total des voix qui se sont portées vers les indépendantistes atteint 47,5 %. Le bloc constitutionnaliste obtient 43,8 %. Au milieu, dans une position attentiste, et surtout ambiguë, En Comu-Podem, la marque catalane de Podemos, réunit 7,4 % des suffrages. En sièges, les indépendantistes l'emportent : 70 sièges sur 135²³.

La polarisation extrême de la société catalane

Ils feront valoir cette arithmétique pour prendre le contrôle du gouvernement régional catalan et demander la levée de l'application de l'article 155. Ce résultat obtenu leur permet de crier victoire et de célébrer

22. Ciudadanos obtient 3 sièges en 2006 et 2010, 9 en 2012, 25 en 2015. Ciudadanos est devenu Ciudadanos quand le parti a décidé d'aller au-delà du seul cadre catalan. Les sondages publiés en janvier 2018 le placent désormais en tête des intentions de vote au niveau national (entre 24 % et 27 %).

23. La Catalogne est divisée en quatre circonscriptions électorales (Barcelone, Gérone, Tarragone, Lérída). Un député de Barcelone représente 50 000 électeurs tandis qu'un élu de Lérída n'en représente que 19 000.

«la restauration des institutions démocratiques catalanes». Ils continuent à nourrir les passions en dénonçant les poursuites judiciaires dont font l'objet Carles Puigdemont, Oriol Junqueras, les anciens conseillers Forn, Turull, Borrás, Ponsati, Comin, Rull, Romeva, l'ancienne présidente du parlement Carme Forcadell. Il leur arrivera sans doute ce qui est arrivé à Artur Mas : reconnu coupable de «désobéissance et d'abus commis par une autorité» du fait de l'organisation de la consultation du 9 novembre 2014, il fut condamné à deux ans d'inéligibilité en mars 2017. En janvier 2018, il a annoncé son retrait de la vie politique active. L'état de droit espagnol s'imposera, et écartera de fait et de droit les acteurs de la crise de l'automne 2017.

Cette certitude ne représente pourtant pas une issue à la crise catalane. Le nationalisme et l'indépendantisme se trouveront de nouveaux leaders qui travailleront à une nouvelle stratégie. La voie unilatérale – avancer en ignorant les mises en garde de Madrid et la réalité de l'état de droit – a échoué. Elle a gravement divisé la société catalane. Or, de cette société sort une demande de pause et de temporisation. On peut raisonnablement penser que le point haut de l'inflammation catalane est passé. Mais la maladie demeure.

Elle concerne autant la Catalogne que l'Espagne, et elle appelle à une thérapie profonde. Les grands partis doivent renouveler de fond en comble leurs propositions politiques en envisageant une réforme constitutionnelle équilibrée et consensuelle. La transition démocratique a légué à l'Espagne une culture politique de la transaction : il est urgent que celle-ci redevienne le socle de la manière de faire de la politique dans le pays. Le court terme électoral (municipales et régionales en 2019, élections générales initialement prévues en 2020) rend compliquée la réalisation de ce vœu. La réforme constitutionnelle ne peut être une rustine pour calmer provisoirement le problème catalan.

La sécession catalane a mis en lumière les problèmes de fond que pose le nationalisme identitaire et exclusif au modèle démocratique et libéral²⁴. Peut-on, cependant, ignorer les sentiments profonds qui habitent des millions de Catalans, de Basques, de Valenciens, de Majorquins, de Galiciens ? Doit-on mépriser le nationalisme espagnol qui serait moins légitime que les nationalismes périphériques ? Ces questions parcourent l'histoire de l'Espagne depuis plus d'un siècle. L'Europe et l'histoire peuvent apprendre à les traiter.

24. B. Pellistrandi, «Catalogne, une révolution antilibérale», *Le Débat*, n° 198, 2018, p. 137-144.

Pour conclure, les propos de Paul Valéry méritent d'être rappelés : « L'histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines²⁵. » Il appartient aux citoyens espagnols de Catalogne et d'Espagne de conjurer cette menace qui s'est manifestée avec tant de dangers au cours des derniers mois.



Mots clés

Espagne
Catalogne
Indépendantisme
Sécession

25. P. Valéry, « De l'histoire », *Œuvres*, t. 2, Paris, Gallimard, 1960, p. 935.